

*L'Adresse*

Il est très triste, il est inacceptable de voir, à Noël, deux millions de Canadiens dépendre des banques d'alimentation. Or, c'est la conséquence directe d'un quart de siècle de malaise politique.

Au Manitoba, une enquête récente a fait ressortir que 20 p. 100 des enfants d'âge scolaire allaient à l'école le ventre vide. Selon un rapport de l'UNICEF, le Canada est l'un des pays industrialisés où le taux de pauvreté chez les enfants est le plus élevé. En 1989, la Chambre a adopté une résolution par laquelle le Canada s'engageait à éliminer la pauvreté chez les enfants d'ici l'an 2000. En fait, plus de 1,2 million d'enfants canadiens vivaient dans la pauvreté en 1991, une augmentation de 30 p. 100 sur deux ans du nombre de jeunes âgés de moins de 18 ans dont la famille peut à peine subvenir à ses besoins essentiels.

Étant donné que 1991 et 1992 étaient des années de récession, on peut raisonnablement présumer que ce taux est encore plus élevé aujourd'hui. Les enseignants le voient. La police le voit. Les tribunaux le voient. Ceux de nous qui osons regarder autour de nous le voient. La pauvreté est la conséquence de la mauvaise gestion de l'économie par les gouvernements. C'est elle qui fait de nos enfants des enfants défavorisés, apathiques, souvent sans avenir, et qui fait éclater les familles canadiennes. Le coût pour notre pays est inestimable.

L'électorat nous a confié, à nous réformistes, le mandat de rationaliser les dépenses du gouvernement et de réduire le déficit. Nous sommes d'autant plus motivés à le faire qu'il en va de l'avenir de notre ressource la plus importante, nos enfants. C'est au nom des générations futures que le Parti réformiste a accepté de revoir certains des politiques qui ont privé le Canada de la prospérité qu'il mérite et qui ont compromis l'avenir de nos enfants.

● (1950)

Ce n'est qu'en changeant d'attitude que nous pourrons construire ce nouveau Canada pour les générations à venir. Imaginez une réforme fiscale où les fonds publics seraient considérés par les gouvernements non pas comme des fonds à dépenser trop souvent à tort et à travers, mais comme des fonds placés en fiducie.

Autrement dit, et je parle ici en tant qu'agriculteur, je ne trouve pas juste qu'un banquier puisse dire à des agriculteurs qu'ils devront payer des taux d'intérêt plus élevés parce que leurs produits sont écoulés à bas prix sur le marché, à un prix qu'ils ne peuvent aucunement contrôler.

Parallèlement, par suite des mauvais investissements effectués par les banques à l'étranger dans des projets comme le Canary Wharf, ils devront payer aux banques des commissions et des intérêts encore plus élevés pour compenser la mauvaise gestion financière des richesses du pays. Où est la justice dans ce type de raisonnement? Comment nos jeunes peuvent-ils voir là un avenir prometteur?

Le premier ministre a dit l'autre jour que les salaires des députés étaient encore largement inférieurs à ceux des joueurs de hockey professionnels. Les joueurs de hockey sont payés pour leur performance. Quelle note donnerions-nous aux députés pour leur performance des deux dernières décennies? Les députés se sont frayé un chemin jusqu'au portefeuille des contribuables.

Résultat: des impôts qui grugent près de la moitié de leurs chèques de paie. Un agriculteur ou un homme d'affaires qui se serait constamment endetté, année après année, pendant un quart de siècle aurait fait faillite depuis longtemps et n'aurait pas été récompensé par d'aussi généreuses pensions.

Je n'ai jamais ensemencé au printemps un champ qui n'allait pas produire une récolte exceptionnelle. En tant que nouveau politicien, j'espère que cette 35<sup>e</sup> législature sera caractérisée par une série exceptionnelle de changements positifs. Si ces changements ne surviennent pas au cours de l'actuelle législature, il y a 52 députés réformistes très compétents qui sont bien déterminés à les apporter au cours de la 36<sup>e</sup> législature, quand ils siègeront de l'autre côté de la Chambre.

L'esprit réformiste est né à Beaver River, s'est répandu en Ontario et continuera de s'étendre tant qu'il n'aura pas atteint la côte est de Terre-Neuve. Ce n'est qu'en apportant des réformes politiques, financières et judiciaires qu'on pourra assurer l'avenir de ce magnifique pays qui est le nôtre, qu'on pourra offrir un avenir intéressant à nos enfants.

[Français]

**M. Antoine Dubé (Lévis):** Monsieur le Président, je félicite le député de nous avoir fait part de ses préoccupations à l'égard de la jeunesse. Moi-même, à titre de critique à la jeunesse au sein de mon parti, toute la problématique, comme le nombre important de 2 millions et quelques milliers de jeunes qui vivent dans des conditions de pauvreté me préoccupe et il est extrêmement important de rappeler ce fait.

D'autre part, un peu plus loin dans son discours, mon honorable collègue citait, comme correctif à cette situation, l'abaissement de taxes. Mais nulle part n'a-t-il fait mention de programmes qui pourraient aider à lutter contre cette pauvreté, notamment au niveau des jeunes. Pourrait-il nous parler de cet aspect?

[Traduction]

**M. Hoepfner:** Monsieur le Président, je partage les sentiments du député en ce qui concerne la pauvreté chez les enfants.

Pendant que j'étais agriculteur, j'ai vu les taux d'intérêt atteindre 24 p. 100 et conduire à la ruine des centaines, voire des milliers d'exploitants agricoles. Aujourd'hui ces anciens agriculteurs ont des emplois en ville ou travaillent à l'extérieur à temps partiel, pour joindre les deux bouts, s'ils ont pu conserver leurs terres. Lorsque l'on constate, en lisant les statistiques, que plus de 50 p. 100 des revenus agricoles nets, aujourd'hui, proviennent d'emplois extérieurs on peut comprendre pourquoi il y a tant de jeunes familles, petites ou grandes, qui sont dans la détresse.

● (1955)

Je pense qu'il est très important que l'on corrige cette situation sinon il n'y aura aucun avenir pour ce pays, que l'on se débarrasse du déficit ou non.

**Mme Elsie Wayne (Saint John):** Monsieur le Président, je voudrais demander au député de Lisgar—Marquette si son parti, le Parti réformiste, a examiné le discours du Trône pour voir quelle proportion est constituée de projets en cours ou d'initiatives recommandées ou adoptées par le précédent gouvernement.